

Le Président

Réf. CAB/SB/16.07.10

**Monsieur Nicolas SARKOZY**  
**Président de la République**  
**Palais de l'Elysée**  
**55, rue du faubourg Saint-Honoré**  
**75008 Paris**

**Bordeaux, le 19 JUL. 2010**

Monsieur le Président de la République,

Je souhaite attirer votre attention sur la préoccupante évolution du dossier FIRST Aquitaine Industries. (FAI)

Certes, comme beaucoup, j'ai pris acte du retour de FORD à la table des négociations. J'ai aussi noté que Madame Christine LAGARDE avait été réceptive, dans une certaine mesure, au courrier que Madame GOT, Messieurs ROUSSET, FELTESSE, JUPPE et moi-même, lui avons collectivement adressé le 28 juin dernier.

Ceci étant dit, je continue de nourrir les plus grandes inquiétudes, quant à l'évolution du climat social interne à l'entreprise.

A l'occasion du comité de pilotage, organisé le 12 juillet dernier par Monsieur Dominique SCHMITT, Préfet de la Région Aquitaine et du Département de la Gironde, ce dernier a indiqué qu'il mettait en place une stratégie devant contribuer à sortir de la crise.

Il a expliqué vouloir travailler à la définition d'objectifs précis qui devront être atteints mois après mois. A priori, les comités mensuels qu'il souhaite mettre en place devraient notamment permettre de vérifier si ces mêmes objectifs seront tenus.

Considérant qu'à l'occasion de cette première réunion, les représentants de FORD sont restés relativement évasifs sur leurs possibles engagements, nous sommes nombreux à craindre que ne se reproduise ce que nous avons pu constater ces deux dernières années.

Chacun aura pu noter que la stratégie mise en place par BERCY, voici déjà deux ans, s'est soldée par un échec. Il n'est plus possible désormais de se permettre le luxe de perdre du temps.

Le lendemain de ce comité de pilotage, Christine BOST, Conseillère Générale du Canton de Blanquefort et moi-même, avons de nouveau rencontré les différents représentants des organisations syndicales de l'entreprise.

.../...

Cette réunion fut pour eux l'occasion de faire état des craintes évoquées précédemment. Ils nous ont notamment expliqué que la Direction de l'entreprise avait d'ores et déjà indiqué aux salariés qu'ils allaient devoir rattraper le retard de production accumulé en raison de la mobilisation salariale de ces cinq dernière semaines.

L'organisation du travail semble déjà s'en ressentir. Les décisions prises par la Direction de l'entreprise vont rapidement s'imposer aux salariés sans que ces derniers n'aient pu constater d'avancées concrètes. A ce jour, il est vrai qu'aucune réelle solution industrielle globale n'émerge à l'échelle du site de Blanquefort.

Bien sûr, nous pouvons pour le moment constater l'évolution du projet ATLAS. Toutefois, il convient de relativiser. Cette activité industrielle ne représente qu'un peu plus de 160 emplois, soit 10 % de l'actuel effectif de FIRST Aquitaine Industries.

Par ailleurs, nous constatons avec de fortes interrogations, les faibles moyens mobilisés par FORD pour que puissent émerger des solutions pérennes. Objectivement, l'engagement de ce géant américain n'apparaît pas à la hauteur des enjeux auxquels nous sommes ici confrontés. Le déficit industriel est majeur. FORD doit s'impliquer davantage et vous avez le pouvoir, Monsieur le Président, de l'y conduire.

Je ne saurais douter que vous êtes, comme moi, soucieux de la pérennité de l'activité du site de Blanquefort. Il vous faut impérativement donner un signe fort aux 1600 salariés de FIRST Aquitaine Industries.

FORD est une entreprise internationale qui poursuit son développement. Trois cents millions d'euros seraient actuellement investis en Espagne pour l'essor des moteurs hybrides. Les salariés de Blanquefort qui ont démontré leur compétence et leur engagement depuis tant d'années ne peuvent être traités de la sorte. Ce personnel dont les qualités ne sont plus à démontrer ne mérite t'ils pas plus que des promesses non tenues ?

Je suis persuadé que vous avez les moyens d'aider toutes ces familles à ne pas rester au bord du chemin et à reprendre confiance en l'avenir.

Aussi, vous remerciant par avance pour toute l'attention et l'énergie que vous voudrez bien consacrer à ce dossier, au combien crucial pour notre bassin d'emploi, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Le Président du Conseil Général



Philippe MADRELLE  
Sénateur de la Gironde

Conseiller Général du Canton de CARBON-BLANC